

tenant, me dira-t-on qu'avec le libre échange avec cette province, le Canada n'y trouvera pas son compte ?..... Ne sait-on pas que le bois de chauffage commence à manquer dans le district de Montréal et ailleurs dans le Bas-Canada, et que sans charbon de terre pour le remplacer, les habitants, avant 30 ans, seront obligés d'abandonner leurs terres, faute de moyen de se préserver des rigueurs de nos longs hivers ? Nous en ferons venir de loin, diront quelques-uns ; mais ceux qui pensent savent bien que le bois de chauffage ne peut se transporter loin sans d'énormes frais, ce qui devra le faire monter à un prix impossible pour la grande majorité des consommateurs. Mais peut-être finirons-nous par découvrir du charbon de terre en Canada ? Non, dit Sir Wm. Logan, notre savant géologue,—impossible, la science dit qu'il n'y en a pas ! ! (Écoutez ! écoutez !) Maintenant tout homme qui a la moindre idée d'ordre public, d'économie politique, doit bien comprendre qu'une simple union commerciale, une simple union de douanes, un "zolverein" en un mot, ne serait pas suffisant pour la prospérité générale des cinq provinces !!! Les provinces maritimes sont d'une immense importance pour nous, au point de vue social, industriel, commercial, politique et surtout militaire. Le Nouveau-Brunswick a, lui aussi, des ressources considérables. En considérant l'opportunité, les avantages de l'union des provinces, il ne faut pas oublier de l'envisager sous le point de vue de notre défense. Sous ce rapport, l'Île de Terre-Neuve est d'une importance majeure. En jetant un coup-d'œil sur la carte géographique, on la voit qui traverse le golfe St. Laurent, dominant les deux passages par lesquels le commerce des régions du golfe et du fleuve St. Laurent se rend à l'Océan. Que cette Île tombe entre les mains d'une puissance étrangère—alors, en temps de guerre, le commerce du Canada serait aussi complètement arrêté que si les frimas et les glaces d'un hiver perpétuel eussent élu domicile en plein milieu du golfe St. Laurent ! (Écoutez ! écoutez !) Voilà une des raisons qui ont porté nos hommes d'État à rechercher, par tous les moyens possibles, l'alliance de cette province, comprenant bien que sans elle la confédération perdrait tous ses autres avantages, et serait dans un danger continu. Les côtes de Terre-Neuve ont 1200 milles de long, et elles possèdent les plus belles rades du monde, des rades suffisantes pour abriter des flottes entières. Sa principale

source de richesse consiste dans ses pêcheries, où elle emploie annuellement plus de trente mille hommes ; gens habitués à braver les flots et les tempêtes. Dans son commerce de poisson, elle a des relations avec presque toutes les nations maritimes de l'Europe et avec les États-Unis. Cependant, pour le moment, elle n'a presque aucun rapport avec nous. Quelle est sa position vis à vis de nous en ce moment ? Ses marchands sont obligés d'aller aux États pour leurs affaires, car pour venir à Montréal, il leur faut passer par Halifax et Boston. L'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur entre cette Île et le Canada serait d'un grand avantage pour ces deux provinces ; car Terre-Neuve a ce dont nous avons besoin, et elle requiert ce que nous avons. Il paraît que cette Île achète pour plusieurs millions de piastres chaque année aux États, et qu'elle y achète précisément les espèces de denrées que nous pouvons lui fournir ; et si son commerce prend cette route, c'est dû à certains empêchements fiscaux entre les provinces. Avec le libre échange, elle achèterait au Canada des laines, coutelleries, et enfin tout ce dont elle aurait besoin. Sous la confédération, la ville de St. Jean, dans l'Île de Terre-Neuve, serait le port de mer le plus à l'orient de l'union, et, en y établissant un arrêt pour nos vapeurs transatlantiques, cette ville ne serait qu'à six jours de la Métropole. Quand à l'Île du Prince-Édouard, elle a aussi son importance. Ses revenus sont bien administrés, elle est dans un état prospère, et ne doit rien ; au contraire, elle a une assez jolie somme placée à son crédit. Ainsi, voici le moment venu de faire un pas dans la bonne voie. Cette union des provinces est une nécessité politique, et retarder serait courir le risque de voir s'échapper une occasion qui ne se représenterait peut-être jamais. Le Canada avec son immense commerce n'a accès à la mer pendant six mois de l'année, qu'en passant, par tolérance, chez une nation voisine : et si cette permission nous était retirée, il faudrait que nos marchands importassent, pendant l'été, toutes les marchandises requises pour l'année : ce qui, en dernière analyse, serait au détriment de tous les consommateurs, puisqu'il faudrait nécessairement tout payer plus cher. Puis enfin, la considération la plus importante pour nous tous — considération suffisante à elle seule pour nous faire désirer l'union des provinces,—c'est que ce serait le moyen le plus efficace de faire faire